

## La croissance de l'économie belge s'établirait à 1,6 % en 2018 et en 2019

Les perspectives de croissance de l'économie belge pour 2018 ont été revues légèrement à la baisse (1,6 %) par rapport à nos perspectives de février, suite à un premier trimestre décevant. En 2019, la croissance se maintiendrait à 1,6 %. En ce qui concerne l'emploi, il progresserait de 106 000 personnes sur l'ensemble des deux années. Partant de l'hypothèse de prix du pétrole stables en 2019, l'inflation fléchirait de manière non négligeable pour atteindre 1,7 % contre 2,0 % cette année.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques s'inscrivent dans le cadre de la préparation du budget 2019.

### Le pic conjoncturel dans la zone euro semble avoir été franchi, ...

La zone euro a enregistré une croissance économique de 2,4 % en 2017, soit sa meilleure performance des dix dernières années. Cette dynamique a été portée par l'accélération de la croissance des échanges mondiaux, des coûts de financement peu élevés et une bonne performance de l'emploi. Les indicateurs de confiance indiquent actuellement que la dynamique économique de la zone euro sera moins porteuse dans le courant de 2018, et ce même si le ralentissement de la croissance au premier trimestre est en partie attribuable à des facteurs temporaires. Compte tenu d'un effet de report favorable, la croissance du PIB devrait néanmoins encore atteindre 2,3 % cette année. Pour 2019, on s'attend à ce que la croissance fléchisse à 1,9 %, à mesure que la BCE resserre sa politique très accommodante et que la croissance des échanges mondiaux ralentit. En revanche, la croissance du PIB américain, tirée par une politique budgétaire expansive, grimperait à 2,8 % en 2018 et se maintiendrait à 2,6 % en 2019.

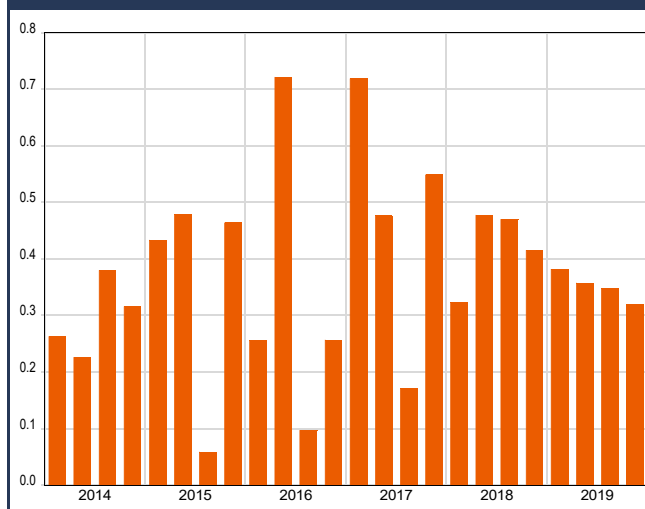
Le scénario décrit ici est entouré de plusieurs risques, notamment une détérioration des relations commerciales internationales, une forte hausse du prix du pétrole brut suite à des tensions géopolitiques et l'incertitude quant au résultat des négociations du Brexit. En outre, une importante détérioration du déficit budgétaire aux États-Unis ou les incertitudes politiques dans certains pays de la zone euro pourraient entraîner une nette hausse des taux d'intérêt de long terme. Cela pourrait miner la confiance des marchés financiers dans les pays lourdement endettés et raviver la crainte d'une nouvelle crise de l'euro.

### ... ce qui entraîne un léger ralentissement de la croissance du PIB belge

À l'instar de l'économie européenne, la croissance du PIB belge au premier trimestre de 2018 (0,3 %) s'est révélée inférieure aux attentes. Sous l'impulsion tant des exportations que de la demande intérieure, une faible reprise se profile toutefois au second trimestre (0,5 %). Par la suite, la croissance des exportations et celle de la

demande intérieure devraient progressivement ralentir, de sorte que la croissance trimestrielle moyenne de 2019 serait comprise entre 0,3 % et 0,4 %. Sur base annuelle, la croissance du PIB belge diminuerait ainsi légèrement, passant de 1,7 % en 2017 à 1,6 % en 2018 et 2019.

Evolution trimestrielle du PIB belge en volume  
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Le ralentissement conjoncturel progressif en Europe freinerait la croissance en volume des exportations belges, laquelle fléchirait de 4,9 % en 2017 à 4,4 % en 2018 et 4 % en 2019. La contribution des exportations nettes à la croissance économique deviendrait ainsi légèrement négative en 2019. Conjuguée à la hausse des prix du pétrole (par rapport à l'année dernière), cette évolution creuserait le déficit des opérations courantes de la balance des paiements jusqu'à 0,5 % du PIB.

La croissance du revenu disponible réel des particuliers devrait atteindre 1,8 % en 2018 et 2 % en 2019, soit un rythme supérieur à celui de 2017, sous l'effet de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques et d'une croissance plus soutenue des salaires bruts. La consommation des particuliers s'adapterait avec un peu de retard à cette hausse (ce qui se traduit par un léger redressement du taux d'épargne des particuliers) ; avec

une progression en volume de 1,6 % en 2018 et 1,7 % en 2019, elle resterait néanmoins le moteur de la demande intérieure. Quant aux investissements en logements, ils croîtraient de 0,5 % en 2018 et de 1,1 % en 2019, soutenus par l'évolution favorable du pouvoir d'achat et des conditions de financement toujours attractives.

En 2017, la croissance en volume des investissements des entreprises n'a pas dépassé 0,7 %. Ce chiffre a toutefois été influencé à la baisse par plusieurs achats importants (mais intégralement importés) de biens d'investissement qui ont gonflé le résultat en 2016. Si l'on fait abstraction de ces achats, l'activité en matière d'investissements en 2017 apparaît en réalité très dynamique. Le contexte actuel reste propice à l'investissement en raison du taux élevé d'utilisation des capacités de production industrielle, de la forte rentabilité des entreprises et des conditions favorables de financement. En conséquence, les investissements des entreprises devraient croître de 3,2 % tant en 2018 qu'en 2019.

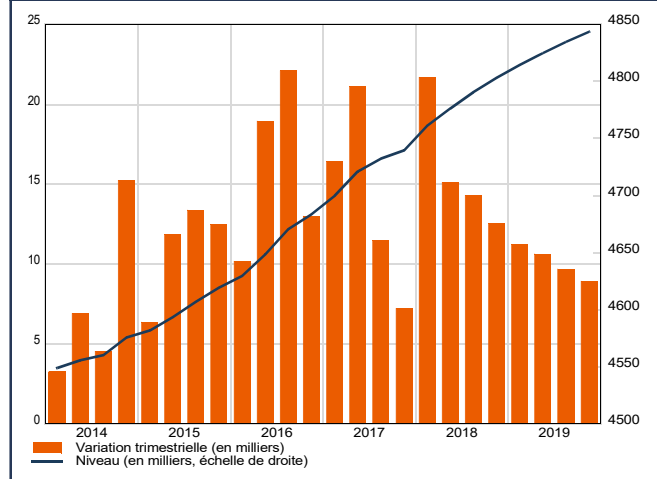
Compte tenu des mesures dont les modalités sont suffisamment claires, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1 % cette année et à 0,8 % en 2019. La forte croissance en volume des investissements publics en 2018 (10,6 %) provient tant des pouvoirs locaux – à l'approche des élections communales – que des Régions et Communautés. En 2019, cette croissance en volume ne devrait toutefois plus dépasser 2,2 %, le recul des investissements des pouvoirs locaux étant compensé par une augmentation des investissements fédéraux dans la défense.

### La croissance de l'emploi reste soutenue

En 2016 et 2017, l'emploi intérieur a profité non seulement de l'embellie conjoncturelle, mais aussi des mesures de réduction du coût du travail prises depuis 2015. Ces mesures ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand, portant le nombre d'emplois créés sur l'ensemble des deux années à 123 000 unités (soit une croissance moyenne de 1,3 % par an). Compte tenu d'une hausse plus soutenue du coût salarial, on s'attend, pour 2018 et 2019, à une progression moins prononcée de l'emploi, de 106 000 unités au total (1,1 % en moyenne). Le nombre de travailleurs salariés dans le secteur marchand augmenterait d'un peu plus de 85 000 unités et le nombre d'indépendants de 20 000 unités, tandis que les créations d'emploi public (qui se sont encore élevées à 7 000 unités sur l'ensemble des deux dernières années) se limiteraient à près de 1 000 unités.

Le nombre de chômeurs (y compris les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi) diminuerait de 71 000 unités sur l'ensemble de la période 2018-2019. Par conséquent, le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) baisserait à 6,3 % en 2019.

Evolution trimestrielle de l'emploi intérieur  
Données corrigées des variations saisonnières



### L'inflation est largement déterminée par l'évolution des prix de l'énergie

L'inflation belge, mesurée sur la base de l'indice national des prix à la consommation, est restée pratiquement stable en 2017 (2,1 %) par rapport à 2016 (2 %), et ce en dépit de la croissance plus forte des prix du pétrole. L'impact à la hausse des prix des matières premières sur l'inflation en 2017 a toutefois été compensé par la disparition des effets de plusieurs mesures (dont la hausse du taux de TVA sur l'électricité) qui avaient dopé l'inflation en 2016.

Dès lors que les mesures visant à limiter le coût salarial ont donné leurs pleins effets en 2015-2016, le coût salarial par unité produite est reparti à la hausse à partir de 2017. La hausse de l'inflation sous-jacente qui en résulte est toutefois freinée par l'appréciation de l'euro par rapport à la plupart des autres monnaies. Compte tenu de la dynamique très modérée de l'inflation sous-jacente, l'évolution des prix à la consommation est principalement déterminée par l'évolution des prix de l'énergie. En 2018, les prix de toutes les matières premières énergétiques continuent de grimper, si bien que l'inflation ralentit à peine par rapport à 2017 et devrait s'établir à 2 %. En 2019, le prix du pétrole se stabilise pratiquement par rapport à 2018, ce qui entraîne une baisse de l'inflation à 1,7 %.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par l'évolution du prix de l'essence et du diesel notamment, serait inférieure (1,6 %) à l'inflation en 2018 ; toutes deux évolueraient au même rythme (1,7 %) en 2019. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (105,10) serait dépassé en août 2018. L'indice pivot suivant (107,20) ne serait pas dépassé en 2019.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere , 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

**Chiffres clés pour l'économie belge*****Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires***

	2016	2017	2018	2019
Dépenses de consommation finale des particuliers	1.7	1.3	1.6	1.7
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0.5	1.3	1.0	0.8
Formation brute de capital fixe	3.6	0.7	3.3	2.6
Dépenses nationales totales	2.1	1.3	1.6	1.7
Exportations de biens et services	7.5	4.9	4.4	4.0
Importations de biens et services	8.4	4.4	4.4	4.2
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.6	0.5	0.1	-0.2
Produit intérieur brut	1.5	1.7	1.6	1.6
Indice national des prix à la consommation	2.0	2.1	2.0	1.7
Indice santé	2.1	1.8	1.6	1.7
Revenu disponible réel des particuliers	0.9	1.3	1.8	2.0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11.2	11.2	11.3	11.5
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	57.7	65.3	59.8	46.6
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7.9	7.1	6.6	6.3
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0.1	-0.2	-0.5	-0.5
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	110.6	113.0	120.3	121.9
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0.3	-0.3	-0.3	-0.2
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0.4	0.7	0.8	1.1